



Union
syndicale
Solidaires



Paris le 29 août 2023

ALGÉRIE

Le journaliste Ihsane El Kadi doit être libéré !

Le journaliste algérien Ihsane El Kadi vient d'être condamné en appel dans son pays. Sa peine paie de cinq à sept années d'emprisonnement, dont deux avec sursis. Ce qui lui est reproché ? D'avoir exercé sa mission d'informer, sur la base d'accusations vagues et forgées de toutes pièces visant à criminaliser ses activités journalistiques.

Le 2 avril, le tribunal de première instance de Sidi M'hamed à Alger avait déclaré Ihsane El Kadi coupable d'avoir reçu des fonds à des fins de propagande politique et d'avoir porté atteinte à la sûreté de l'État. Ces accusations concernent des sommes d'argent que sa fille lui a envoyées et qu'il a investies dans son entreprise de médias, ce qui ne constitue pas une infraction pénale au regard de la législation algérienne.

Des membres des services de sécurité en civil ont arrêté Ihsane El Kadi à son domicile, sans présenter de mandat, le 24 décembre 2022. Son arrestation est survenue immédiatement après la publication d'un article sur la prochaine élection présidentielle de 2024 et en soulignant le rôle de l'armée algérienne dans la répression de la liberté d'expression en Algérie.

Le 18 juin dernier, la Cour d'appel, au lieu de saisir de reconnaître qu'Ihsane El Kadi n'aurait pour commencer jamais dû être arrêté ni poursuivi, et d'annuler sa condamnation, a aggravé les violations perpétrées contre lui et prolongé la durée de sa détention arbitraire !

Le Syndicat national des journalistes (SNJ), première organisation de la profession, et l'Union syndicale Solidaires demandent la libération immédiate d'Ihsane El Kadi. Nos organisations réclament la fin de la censure et de la répression ciblée exercées contre les médias et journalistes indépendants en Algérie au moyen d'articles du Code pénal rédigés en termes vagues, utilisés pour violer le droit à la liberté d'expression.